

Grand Débat National

Chindrieux – Serrières en Chautagne – Ruffieux – Conjux – Vions

Compte rendus de deux soirées organisées les 27 et 28 février 2019, respectivement sur les thématiques Transition écologique et Fiscalité à Vions puis Démocratie et Organisation de l'Etat à Ruffieux.

Chaque soirée a réuni entre 50 et 65 personnes qui ont travaillé en groupe d'une dizaine sur chaque thématique, en autogestion pour la prise de notes des échanges.

L'Agence Alpine des Territoires, animatrice de la méthode, a consigné l'ensemble des contributions, en les regroupant par sous-thématiques.

Les propositions consensuelles sur les tables sont notées en gras et soulignées.

Les propositions majoritairement soutenues sont soulignées.

Les propositions minoritaires sont en police simple.

La Démocratie et la Citoyenneté

Etat des lieux

Absence de démocratie sur certains points :

- Pas de consultation citoyenne directe par exemple sur les fusions de communes, de cantons, de régions, de communautés de communes.
- Pas de proximité des élus avec la population, intérêt personnel qui prime, plan de carrière au détriment des citoyens.
- Non respect de votes citoyens (référendum 2005)
- Des intérêts supérieurs économiques qui paralysent ou qui dictent les politiques.

Résultat : Désintérêt grandissant des citoyens pour la vie politique, abstention, vote contestataire.

Par quels moyens les citoyens peuvent-ils se faire entendre ? Plus d'implication des citoyens dans les instances (territoires).

Pas assez d'utilisation du référendum.

Journée citoyenneté à revoir.

Maintenir les connaissances auprès des enfants dans leur cursus scolaire sur la laïcité.

Les mandats des élus ne sont pas remis en cause : structure et 5^{ème} république nécessaires.

Problématique des transports en commun dans les milieux ruraux (covoiturage citoyen).

Propositions

Prise en compte du vote blanc. Reconnaissance du vote blanc, avec annulation de l'élection en cas de majorité.

Simplification des procédures de vote.

Pour tous les échelons, les promesses électorales doivent être synthétisées en fin de mandat, avec les résultats finaux (% de résultats pour chacun des points.)

Obligation de voter. Le vote est un droit et un devoir. Obligation ? une amende comme en Belgique ?
vote numérique sécurisé ?

Réaffirmer le droit de manifestation libre.

Le Sénat doit continuer à exister.

La transformation du Sénat en une chambre composée de citoyen.nes notamment de représentants d'organisations syndicales, et associatives ainsi que d'élus locaux.

Suppression du CESE (frais de fonctionnement trop élevé et rôle obscur).

Revenir sur la loi Notre, que les élus de terrain soient proches avec plus de pouvoir de décision.

Le maire doit rester le principal interlocuteur et qu'il retrouve le pouvoir de décisions, et qu'il puisse faire remonter les sujets importants.

Découpe des circonscriptions à revoir.

Modification et suppression de l'article 89 : « le président est obligatoirement tenu de soumettre au référendum tout projet de révision de la constitution et tout projet de traité engageant la république française. Il doit en respecter le résultat. »

Droit de référendum, uniquement pour des sujets importants, locaux et régionaux.

Participation citoyenne par votes pour les grands sujets.

Utilisation du référendum : sur des sujets impactant pour les sources de revenus pour l'Etat :
autoroutes, aéroports, FDJ... tarification des autoroutes.

RIC

Retour de l'éducation civique dans nos écoles.

Organiser un cérémonial pour la remise de la carte d'électeurs pour les jeunes de 18 ans avec « explicatif » de la pyramide institutionnelle.

Instaurer un « séjour » citoyen encadré par l'armée, l'année des 18 ans, minimum 3 jours, obligatoire et mixte.

Redynamiser l'éducation populaire par le monde associatif et lui donner les moyens.

Soutenir le tissu associatif

Créer des débats au niveau local régulièrement par exemple 1 fois par mois ou par trimestre avec des thèmes que les administrés déposeraient : thèmes locaux et nationaux.

Développer les espaces (rencontres avec citoyens et élus locaux) sur les communes, 1 à 2 fois par an, pour aborder les problèmes locaux mais aussi nationaux qui seraient remontés par nos élus.

Réitérer l'initiative des grands débats.

Redéfinir et renforcer le rôle des syndicats dans le monde professionnel, créer un vrai contre-pouvoir.

Exemplarité des élus, éviter les conflits d'intérêts, intégrité et éthique par l'élu (menaces des lobbys néfastes).

Casier vierge obligatoire pour tous les élus. Inéligibilité à vie pour les élus condamnés pour utilisation illicite de l'argent public.

Présence obligatoire des députés (et autres) réveillés. Pénalités financières proportionnelles aux absences.

Transparence sur les primes et indemnités. Plus de transparence dans les activités des élus, ainsi que les rémunérations.

Pour que le peuple soit plus prêt des élus, il faut que ces derniers renoncent aux divers privilèges actuels à la fin de leur fonction d'élu (fin de rémunération et système de retraite comme tout citoyen).

Pas de cumul de mandat, pas de cumul d'activités. Avec des indemnités plus élevées pour garantir le non cumul.

L'assemblée nationale doit retrouver la maîtrise de l'ordre du jour.

Sanctionner immédiatement tout manquement aux principes d'égalité homme-femmes (salaires...)

Faciliter le co-voiturage en zone rurale.

Droit au logement pour tous dans des conditions décentes.

L'organisation de l'Etat et des services publics

Etat des lieux

Accès aux services publics : la poste, la gare, les trains, la mairie, la perception, la préfecture (carte grise, passeport, carte d'identité...), la sécurité sociale, la CAF, les hôpitaux, la maternité, les EHPAD...
Pôles d'accompagnement ouvert dans les communes (maison service public).

Education nationale

Maisons médicales

Accessibilité physique de plus en plus réduite et remplacée par internet très couteux. Développement des démarches internet. Démarches internet non accessibles à tous.

Tout est décentralisé, plus de rapport humain et moins de proximité.

Distance de plus en plus grande entre les citoyens et les représentants élus et le pouvoir politique.

Trop d'élus non connectés de la réalité et des citoyens.

Trop d'échelon administratifs

Les maires n'ont plus assez de pouvoir ni de marge de manœuvre pour les décisions qui les incombent.

Transport et structure de l'Etat n'est pas organisé pour la transition écologique.

Le manque est palier par les bénévoles (aide aux démarches).

Propositions

L'Etat

Contrôle des élus

Réduire le nombre de sénateurs et de députés (1 par département)

Revoir le système de retraite des sénateurs et des députés, pas de cumul

Pénaliser les absences dans les instances

Revoir la rémunération de tous les politiques (salaires excessifs)

Abolir les privilèges politiques (rente, véhicule de fonction, gardes du corps)

La politique devrait être une vocation au service du peuple et non des ambitions carriéristes.

De la transparence dans les fonctions (le métier dans la fonction publique et du mandat).

Diminuer le coût des campagnes électorales

Economie

Renationaliser ou cesser de privatiser les entreprises nationales

Rétablissement d'une banque centrale.

Institutions et place des citoyens

Modifier le mode de scrutin (adopter le scrutin proportionnel)

Redonner plus de pouvoir aux communes, compétences générales, maîtrise de leur budget au travers de leur fiscalité.

Que les décisions partent au niveau des communes pour que les maires puissent agir pour le bien de leur commune et non l'inverse, à l'échelon national.

Toute modification (communes, interco, cantine, etc...) doit être soumise par consultation aux citoyens.

Améliorer la représentativité des citoyens/ catégories sociales-pro.

Création d'une assemblée citoyenne par tirage au sort.

Utiliser au maximum les compétences du citoyen (favoriser les associations, plutôt que les services administratifs).

Les services publics

Stopper le désengagement et la privatisation des services publics : eau, la poste, EDF... sous prétexte de rentabilité

Objectif : Rapprocher tous les services publics traditionnels du citoyen ordinaire au niveau communal/cantonal.

Recréer un véritable service public de desserte des territoires : train plutôt que cars.

Interdiction de vendre les biens nationaux, autoroutes, aéroports, barrages, chemins de fer, patrimoines culturels et les biens naturels, l'eau...

Une meilleure coordination entre les organisations administratives.

L'Etat doit avoir la maîtrise des domaines régaliens (armée, énergie, santé, éducation...), financés par une taxe sur les transactions financières.

Avoir une meilleure transparence sur les hauts fonctionnaires, nombre et fonction.

Simplification des lois, actualisation, vulgarisation, compréhension de la majorité des citoyens.

Simplification des démarches administratives, limiter le nombre d'interlocuteurs pour les organismes publics, le coût devant être en conséquence de l'ensemble de ces intervenants (trop d'intervenant = un coût augmenté)

La santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement, les transports, l'énergie, la télécommunication doivent redevenir des services de l'Etat.

Education

Maintien des écoles primaires sur les territoires.

Eviter les surcharges d'effectifs par classe : 25 élèves primaire, collège.

Revaloriser le métier d'enseignant, ne pas recruter dans le privé.

Environnement

Que le ministre de l'Environnement soit le 1^{er} ministre de France pour gérer l'aménagement des transports et sur toutes les décisions étatiques.

Santé

Recréer un véritable service public sanitaire et médical en fonction des besoins de la population.

Un maillage territorial plus équitable de la médecine - santé avec une couverture identique à l'éducation nationale, pôle santé, hôpitaux présents sur tout le territoire et du personnel de santé à l'issue des études qui doit un nombre d'années de pratique identique au nombre d'années d'étude.
Astreindre tous les nouveaux médecins à s'installer pendant 5 ans dans les déserts médicaux.
Développer et améliorer le maintien à domicile, favoriser une société moins individualiste pour faire plus de lien entre les générations.
Revaloriser le métier d'aide à domicile.
Revaloriser le métier d'AVS et favoriser la scolarisation des enfants handicapés.
Garder les maisons de retraites et agrandir.

Elargir le rôle de la maison médicale (spécialistes...)

Plus de transparence au niveau de l'Etat avec régulièrement un compte rendu financier, par exemple, de chacun des ministres et de chaque institution.

Supprimer le CICE et le réinjecter dans les services publics (hôpitaux, EHPAD...)

Modification du mode de scrutin.

Reconnaissance et comptabilisation du vote blanc.

Ne plus limiter le 2° tour à deux candidats.

Exiger la majorité absolue pour être élu.

Rétablissement du scrutin proportionnel au niveau du département.

Transition écologique

Etat des lieux

Ce qui va bien :

La prise de conscience individuelle et les actions au niveau individuel

Initiatives citoyennes (AMAP,...)

La valorisation des savoirs faire locaux (label, IGPN)

Le tri sélectif

Tri et recyclage : perfectible

Dépollution des sites

Evolution énergie « propre » « renouvelable »

-sauf celles qui polluent car pas recyclables et celles qui extraient des matériaux rares

Ce qu'il faut changer/remettre en cause

Notre société de consommation qui nous pousse à acheter « on provoque le besoin »

Les décisions politiques, les poids des lobbys, une politique impure.

La culpabilisation des citoyens

Le libéralisme : délocalisation, transport.

Les services publics à renforcer.

Changer les mentalités des personnes (pédagogie à l'école et à la maison)

Choisir entre rentabilité et transition écologique (bien être, transport en commun, train)

Source d'énergie (nucléaire, bois, énergies renouvelables)

Désinformation sur le nucléaire, les vaccins, le compteur Linky, la 5G

Le phytosanitaire en agriculture : glyphosate !!! néonicotinoïde

Le rural ne dispose pas de lieu d'achat en vrac ou trop rarement. Eloigné des zones d'emploi : on est obligé d'avoir une voiture

Evolution du climat engendré par nos excès, nos pratiques : l'activité humaine

Imperméabilisation des sols : trop de goudron, trop d'inondation, pas assez de terres cultivables

Transport collectif : pas assez, trop cher

Propositions

Transport

Renforcer l'offre en transport public : surtout dans les campagnes.

Développement transport ferroviaire pour les marchandises.

Fiscalisation sur transport pétrolier : avion, bateau

Redynamiser les transports en commun propre (TER plutôt que les bus MACRON)

Avoir une vraie politique ferroviaire...ambitieuse, notamment avec le ferroutage

Développer/ renforcer les pistes cyclables (faire une charte pour responsabiliser les cyclistes)

Transport en commun :

- Plus de rotation
- Tarif qui incite à prendre les transports en commun
- Réserver des nouvelles lignes de bus par exemple
- Sauver les petites gares

Utilisation des transports en communs pour les hommes politiques (train, bus...) (prendre exemple sur l'Allemagne)

Agriculture

Privilégier la distribution des produits locaux

Revenir à une agriculture saine (stop pesticides, monoculture, surconsommation eau)

Interdiction immédiate et totale du glyphosate

Encourager les changements de pratiques en agriculture jachère, imposer une ruche par hectare (par exemple)

Economie

Relocalisation de l'industrie

Taxer le kérozène (avion) et le fioul lourd (porte containers, paquebots)

Faire financer la transition écologique par les grands groupes

Exonérer et soutenir les entreprises qui jouent le jeu de la transition

Remettre en place les portiques écomove (à adapter selon les régions), taxer le kérozène et le fioul lourd maritime

Incitation fiscale forte pour favoriser l'isolation des logements insalubres

Développer l'habitat à énergie positive en apportant des aides conséquentes

Privilégier les circuits courts

Obliger les grandes entreprises à privilégier les circuits courts

-France-Europe, cesser d'aller produire et chercher ses pièces en Asie et aux Amériques

Instaurer une taxe à l'emballage non recyclable

Consommation

Suppression des emballages plastiques

Retour des emballages consignés

Supprimer le suremballage

Consommer moins d'électricité :

_____ -dans les magasins de la nuit : interdiction

_____ -dans l'éclairage public : coupure

_____ -dans nos maisons : frigo, congélateur, capsules de café, chauffage

Supprimer l'heure d'été qui génère des pics de pollution aux heures de pointes citadines

Diminuer l'électricité (la consommation) dans les villes et les périphéries (éclairage urbain, vitrines... etc.)

Initiative citoyenne

Développer des lieux de réparation d'objets au lieu de les jeter :

_____ -des lieux de trocs de dons d'objets et de vêtements

_____ -le vrac et les consignes

_____ -des pots communs de savoir faire

_____ -la réutilisation des produits alimentaires

Renforcer les initiatives locales pour une consommation « responsable » (ex: épicerie solidaire / **produits locaux**)

Soutenir financièrement les initiatives citoyennes

Egalité – Justice

Être intransigeant envers les lobbies qui privilégient la rentabilité à la transition

Lutter contre l'obsolescence programmée (encadrer par des lois)

Vigilance accrue vers les entreprises qui s'octroient le droit de polluer en toute impunité

Une justice spécialisée pour les « crimes » contre l'environnement

Eau

Faire appliquer les arrêter sécheresse (arrosage des stades.....et des golfs)

Limiter/supprimer les produits chimiques (gel WC, lessive, gel douche, lavage voiture) et en plus ça limite le plastique !

Récupérer l'eau de pluie pour l'arrosage public et nettoyage des voiries

Toilettes sèches dans les lieux publics

Donner aux communes la possibilité de gérer l'eau (qui a été supprimée par la loi Nôtre)

Divers

Développer un autre modèle socio-économique consommatoire respectueux de l'environnement et de l'humain

Actions de sensibilisation au niveau du territoire

- Covoiturage
- Télétravail
- Responsabiliser les gens et les entreprises

Arrêter de reporter sur l'individu les problèmes de pollution dont sont responsables les grandes entreprises en grande partie

Gestion transparente et démocratique des déchets industriels et radioactifs

Arrêter de goudronner :

- parking verts
- rues
- parking des maisons

Arrêter d'urbaniser

Fiscalité et dépenses publiques

Etat des lieux – constats

Ce qu'il faut changer :

Stopper et pénaliser les évasions fiscales ; fraude fiscale est devenue optimisation fiscale aujourd'hui

Manque de transparence sur les flux financiers (contrôles, sanctions) et la fraude fiscale

Optimisation fiscale

Evasion fiscale pas assez contrôlée

Simplifier les démarches administratives

Changer le modèle économique

Réduire le train de vie de l'Etat et de l'Union Européenne :

- réduire le nombre de ministres / députés/ sénateurs/ fonctionnaires de l'Etat,
- réduire leur salaire et indemnités, leurs déplacements (train plutôt qu'avion)
- aligner le système de retraite et supprimer les retraites à vie et les avantages de nos anciens (et futurs) présidents

Indécence des avantages et revenus octroyés à tous les politiques (anciens et actifs) : présidents, ministres, députés, sénateurs, et tous les membres des différents conseils (constitutionnels, d'Etat...)

Système d'aide sociale à maintenir et améliorer

Impôt progressif

Trop de fiscalité

ISF

Flat tax

Trop de taxes : carburant, TVA sur les produits de 1^{ère} nécessité, EDF, ...

Taxer les actionnaires

Toutes les énergies doivent être taxées (kérozène)

Système éducatif dans le déclin

Les autoroutes ne doivent plus être privatisées

Propositions

Dépenses de fonctionnement de l'Etat

Plafonner les revenus des « hauts élus », des gouvernants (députés, sénateurs, ministres, haut-fonctionnaires, ...) ou les revoir à la baisse (salaires actuels indécents)

Réduire leurs avantages, leurs déplacements, leurs systèmes de retraite (pour que leurs cotisations de retraite soient au même taux que tout le monde)

Suppression du cumul des retraites des élus - retraites qui doivent être versées dès 62 ans

Arrêter de payer les présidents déçus (sortis) et leur enlever les avantages à vie

Ne pas voter de lois sans au minimum 50 % de députés présents et pas de vote par délégation / instaurer un système de reconnaissance digitale de présence

Salaire dégressif en fonction des absences des parlementaires

Réduction du train de vie de l'Etat, transparence sur les dépenses (salaires équivalents au secteur privé pour tous les emplois, pour tous les corps de métier)

Suppression de l'enveloppe de la femme du Président qui n'a pas été élu

Abolition des privilèges : fin des retraites à vie, chauffeur, logements, ... aligner les indemnités de fin de « missions » à celles de pôles emploi

Fiscalité écologique

Fin des aides publiques aux projets ou activités toxiques pour l'environnement

Appliquer/créer une taxe pour les gros pollueurs

Taxer le pétrole lourd des bateaux et le kérosène des avions

Taxation des transports poids lourds traversant les territoires (rétablir les portiques Ecomove), taxation du kérosène et du fioul lourd (transport maritimes)

Fiscalité des particuliers

Revoir les tranches d'impositions et faire des paliers intermédiaires

Améliorer la progressivité des impôts

Taxer de façon plus importante la tranche supérieure d'imposition

Retour de la TVA à 5,5 %

Diminuer la taxation du travail

Taxer l'utilisation de robots dans le travail

Réduire les taxes et les impôts, supprimer la CSG

Suppression de la CSG supplémentaire pour les retraités (1,7%)

Rétablir l'ISF - Revoir le principe d'implication de l'ISF et établir des contrôles

Retour de l'ISF pour les gens qui n'investissent pas pour l'emploi en France

L'Etat doit absolument stopper le coup d'arrêt donné à l'évolution de la dynamique fiscale des collectivités (gestion des impôts locaux pour les communes) : pourquoi ne pas rétablir complètement la taxe d'habitation ?

Instaurer l'impôt sur le revenu sur la nationalité et non pas en fonction du lieu de résidence (si refus de payer : perte de la nationalité

Baisser les taxes indirectes sur les produits de première nécessité (alimentaires notamment) : attention aux lobbies (grande distribution et autres)

Evasion fiscale

Lutter de façon plus importante contre l'évasion fiscale

Rendre transparent les flux financiers des multinationales et des banques, et appliquer des sanctions efficaces pour les fraudeurs

Instaurer des taxes pour les GAFA et baisser celles des PME

Stop évasion fiscale

Obliger les entreprises dont le siège social est basé à l'étranger, et créant des emplois en France à payer des impôts

Services publics

Redéfinir les missions de services de l'Etat pour les rapprocher des citoyens

Ne pas soumettre les services publics à une logique purement comptable

Arrêter la privatisation des services publics qui rapportent des bénéfices

Ne pas vendre ce qui rapporte à l'Etat (cesser les privatisations : autoroutes, Française des jeux, ...) ou demander l'avis aux citoyens

Renforcer les services publics : santé, transports, éducation pour concurrencer le privé / stop aux partenariats publics/privés

Citoyenneté

Accompagner les gens pour sortir de l'assistanat social

Former à la solidarité et aux valeurs de l'éducation populaire

Faire voter le budget par les citoyens

Regard citoyen sur les dépenses des territoires grâce aux impôts locaux.

Santé

Halte à la « santé rentable » :

Anticiper et accompagner avec des structures publiques le vieillissement de la population

Maintenir les services publics de proximité (hôpitaux, La Poste, ...)

Le même prix de la santé pour tous (plafonner les prix des mutuelles)

Maîtriser les lobbies pharmaceutiques (liste de retrait des médicaments, développement de vaccins, ...)

Enseignement

Augmenter les moyens et diversifier/adapter les méthodes d'enseignement

Harmoniser, assurer une qualité d'enseignement sur TOUT le territoire :

Promouvoir le métier d'enseignant

Ouvrir plus de postes

Limiter les fermetures

Pouvoir d'achat

Favoriser la croissance en augmentant les salaires des travailleurs, des retraités

Bloquer les charges, bloquer la hausse des prix

Revalorisation des retraites en fonction de l'inflation et conserver la pension de reversion à 50%

Maintenir en l'état le barème des retraites (pas de malus pour les personnes qui ont validé et cotisé tous leurs trimestres (167 trimestres))

Divers

En termes de protection sociale, tout est prioritaire

Favoriser les investissements publics vers les PME plutôt que vers les grosses entreprises

Repenser le système de la dette publique basée sur des intérêts à la BCE